

Intervention en Syrie : interrogations troublantes

"J'ai donc ordonné aux forces armées françaises d'intervenir cette nuit, dans le cadre d'une opération internationale menée en coalition avec les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni et dirigée contre l'arsenal chimique clandestin du régime syrien" (communiqué de l'Élysée du 14 avril).

Ainsi, quinze ans après la position courageuse de la France refusant une action guerrière en Irak avec les États-Unis et le Royaume-Uni sans mandat des Nations unies, le président Macron vient de recréer une alliance "*occidentale*" pour mener une opération militaire internationale unilatérale.

Cette opération est clairement illégale selon la Charte des Nations unies qui rappelle que, seul le Conseil de sécurité, peut décider d'actions militaires et non des pays qui s'érigeraient en défenseurs du droit international. De la même manière, contrairement à ce qu'affirme le ministre des Affaires étrangères, la résolution 2118 du Conseil de sécurité ayant pour objet l'utilisation d'armes chimiques en Syrie, adoptée à l'unanimité le 27 septembre 2013, précise que c'est aussi **le Conseil de sécurité qui prend la décision d'intervenir militairement** et non tel ou tel État.

Le bombardement de sites syriens supposés receler des installations ou des stocks d'armes chimiques a eu lieu **le jour où des inspecteurs de l'OIAC arrivaient sur place** pour mener une enquête pour avoir la preuve des agissements criminels de Damas la semaine précédente le 7 avril, à Douma.

Les dirigeants français civils et militaires ont déclaré que les objectifs de ces attaques militaires étaient clairement identifiés comme liés à la production d'armes chimiques, activité qui serait complètement illégale depuis que la Syrie, en 2013, avait été contrainte d'adhérer à la Convention internationale d'interdiction des armes chimiques, sous la pression politique conjointe de Barak Obama et Vladimir Poutine. Cet accord avait permis de détruire une partie considérable des stocks chimiques syriens.

Une question se pose : si les occidentaux avaient des preuves de la poursuite de programmes clandestins de la fabrication ou du stockage de telles armes, **pourquoi n'ont-ils pas déployé des initiatives politiques fortes**, en concertation ou en faisant pression sur les Russes, pour poursuivre la destruction et la mise sous surveillance de ces stocks, pour empêcher le régime de Bachar Al Assad de mener des bombardements criminels ?

On cherche en vain, depuis cinq ans, la trace de telles initiatives au Conseil de sécurité, en dehors de quelques déclarations formelles sans véritable campagne.

Ce dimanche 15 avril, la France a annoncé, par contre, qu'elle va déposer une résolution au Conseil de sécurité pour renforcer les inspections et la surveillance du processus de destruction des stocks chimiques syriens, ainsi que des propositions pour trouver une issue politique au conflit !

Cela amène à une terrible interrogation : pourquoi cette inertie politique pendant des semaines avant le bombardement du 7 avril ? Pourquoi des initiatives politiques maintenant après l'envoi de missiles illégalement ? A-t-on attendu que le régime de Damas franchisse la fameuse "*ligne rouge*" pour **pouvoir ensuite accomplir une action militaire spectaculaire**, sans doute peu efficace, mais permettant aux occidentaux comme certains observateurs l'ont fait remarquer, de revenir au premier plan de la scène politique du conflit syrien ?

Aurait-on délibérément pris le risque de voir périr des dizaines d'innocents pour faire un "coup" politique au lieu de tout faire pour prévenir des attaques criminelles de l'armée syrienne ? Je me refuse à croire à une telle hypothèse, mais je pense que, dans les cercles militaires français, étatsuniens, de l'OTAN, **la culture dominante reste celle du primat de la force** sur le respect du droit international et l'action politique.

Pourtant, depuis 2001, les solutions de force ont toutes été des échecs, de l'Afghanistan, à l'Irak, la Libye ou la Syrie. Seules les initiatives politiques d'Obama pour trouver une solution politique à la crise avec le programme atomique de l'Iran ont été une réussite.

La position militariste se trouve confortée par l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, cet irresponsable, dont le lanceur d'alerte Daniel Ellsberg, a appelé Jim Mattis, le chef du Pentagone, à protéger le monde des "*tentations*" de déclencher une guerre et à être prêt à s'opposer à d'éventuels ordres « *impulsifs et irréfléchis* ».

Il y a vraiment besoin que se développe un large mouvement d'opinion pour dire : faisons appliquer le droit international partout, pour empêcher les tyrans comme Assad de nuire, pour permettre à tous les peuples comme les peuples palestiniens et israélien de vivre en paix et dans la liberté, pour rejeter les vieilles politiques de force des États en renforçant plus que jamais les institutions multilatérales comme les Nations unies permettant à tous les peuples de régler leurs différends en commun.

Daniel Durand – 15 avril 2018